

Art. 58. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2008, à l'exception :
1° des articles 6 et 7 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2010.
2° l'article 21, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009 pour les services locaux, issus d'un projet BND.
Bruxelles, le 9 mai 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

La Ministre flamande de la Mobilité, de l'Economie sociale et de l'Egalité des Chances,
K. VAN BREMPT

Le Ministre flamand du Bien-Etre, de la Santé publique et de la Famille,
S. VANACKERE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 2757

[2008/202900]

26 JUIN 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant les articles 285, 290 et 292 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment l'article 76, alinéa 1^{er}, 5°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 2008 déterminant la méthode de calcul et les exigences, les agréments et les sanctions applicables en matière de performance énergétique et de climat intérieur des bâtiments, notamment l'article 4;

Sur la proposition du Ministre de l'Energie,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 285 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, le point 3°, *f.*, est remplacé comme suit :

"un formulaire, en 3 exemplaires, rédigé selon le modèle établi par l'Administration de l'énergie, sur la base des articles 530 et 531, alinéa premier, sub article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 2008 déterminant la méthode de calcul et les exigences, les agréments et les sanctions applicables en matière de performance énergétique et de climat intérieur des bâtiments et attestant, selon leur destination, la conformité du bâtiment aux articles 534, 535, 537 et 538 sub article 2 du même arrêté.

Ce formulaire comprend au minimum : un engagement à respecter les exigences, un tableau des valeurs U des éléments de construction, une note de calcul du niveau K et, s'il s'agit d'un bâtiment résidentiel, un tableau décrivant le système de ventilation.

Les exigences ne sont pas applicables et le formulaire n'est pas requis lorsque la demande concerne :

1° un bâtiment servant de lieu de culte;

2° un bâtiment repris à l'inventaire du patrimoine visé à l'article 192 ou un bâtiment visé à l'article 185, alinéa 2, *a.* et *b.*, qui est classé ou inscrit sur la liste de sauvegarde, lorsque les exigences P.E.B. sont de nature à modifier son caractère ou son apparence de manière incompatible avec les objectifs poursuivis par les mesures de protection visées;

3° un bâtiment industriel, un atelier ou un bâtiment agricole non résidentiel, dans lesquels de l'énergie n'est pas utilisée pour réguler le climat;

4° une construction provisoire prévue pour une durée d'utilisation de deux ans ou moins;

5° un bâtiment d'une superficie utile totale inférieure à 50 m²."

Art. 2. Dans l'article 290 du même Code, le point 4° est remplacé comme suit :

"un formulaire, en 3 exemplaires, rédigé selon le modèle établi par l'Administration de l'énergie, sur la base des articles 530 et 531, alinéa premier, sub article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 2008 déterminant la méthode de calcul et les exigences, les agréments et les sanctions applicables en matière de performance énergétique et de climat intérieur des bâtiments et attestant, selon leur destination, la conformité du bâtiment aux articles 545 à 548 sub article 2 du même arrêté.

Ce formulaire comprend au minimum : un engagement à respecter les exigences et un tableau des valeurs U des éléments de construction.

Les exigences ne sont pas applicables et le formulaire n'est pas requis lorsque la demande concerne :

1° un bâtiment servant de lieu de culte;

2° un bâtiment repris à l'inventaire du patrimoine visé à l'article 192 ou un bâtiment visé à l'article 185, alinéa 2, *a.* et *b.*, qui est classé ou inscrit sur la liste de sauvegarde, lorsque les exigences P.E.B. sont de nature à modifier son caractère ou son apparence de manière incompatible avec les objectifs poursuivis par les mesures de protection visées;

3° un bâtiment industriel, un atelier ou un bâtiment agricole non résidentiel, dans lesquels de l'énergie n'est pas utilisée pour réguler le climat;

4° une construction provisoire prévue pour une durée d'utilisation de deux ans ou moins;

5° un bâtiment d'une superficie utile totale inférieure à 50 m²;

6° un bâtiment non résidentiel utilisé par une entreprise qui adhère à une convention environnementale sectorielle au sens des articles D.82 et suivants du Code de l'Environnement visant à améliorer son efficacité énergétique à court, à moyen et à long terme;

7° un bâtiment qui fait l'objet de travaux de rénovation importants lorsque les exigences P.E.B. ne peuvent pas techniquement, fonctionnellement ou économiquement être respectées."

Art. 3. Dans l'article 292 du même Code, le point 4° est remplacé comme suit :

"uniquement lorsque le dossier de demande concerne des travaux et actes visés par l'article 84, § 1^{er}, 7°, un formulaire, en 3 exemplaires, rédigé selon le modèle établi par l'Administration de l'énergie, sur la base des articles 530 et 531, alinéa premier, sub article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 2008 déterminant la méthode de calcul et les exigences, les agréments et les sanctions applicables en matière de performance énergétique et de climat intérieur des bâtiments et attestant, selon leur destination, la conformité du bâtiment à l'article 549 sub article 2 du même arrêté.

Ce formulaire comprend au minimum : un engagement à respecter les exigences, une note de calcul du niveau K, un tableau des valeurs U des éléments de construction et, s'il s'agit d'un bâtiment résidentiel, un tableau décrivant le système de ventilation.

Les exigences ne sont pas applicables et le formulaire n'est pas requis lorsque la demande concerne :

1° un bâtiment servant de lieu de culte;

2° un bâtiment repris à l'inventaire du patrimoine visé à l'article 192 ou un bâtiment visé à l'article 185, alinéa 2, a. et b., qui est classé ou inscrit sur la liste de sauvegarde, lorsque les exigences P.E.B. sont de nature à modifier son caractère ou son apparence de manière incompatible avec les objectifs poursuivis par les mesures de protection visées;

3° un bâtiment industriel, un atelier ou un bâtiment agricole non résidentiel, dans lesquels de l'énergie n'est pas utilisée pour réguler le climat;

4° une construction provisoire prévue pour une durée d'utilisation de deux ans ou moins;

5° un bâtiment d'une superficie utile totale inférieure à 50 m²;

6° un bâtiment non résidentiel utilisé par une entreprise qui adhère à une convention environnementale sectorielle au sens des articles D.82 et suivants du Code de l'environnement visant à améliorer son efficacité énergétique à court, à moyen et à long terme."

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2008.

Toutefois, les demandes de permis dont l'accusé de réception est antérieur à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté poursuivent leur instruction sur la base du formulaire requis avant cette date.

Les articles 530, 531, alinéa 1^{er}, 534, 535, 537, 538, 545 à 549 sub article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 2008 déterminant la méthode de calcul et les exigences, les agréments et les sanctions applicables en matière de performance énergétique et de climat intérieur des bâtiments ne sont pas applicables aux actes et travaux faisant l'objet d'une demande de permis dont l'accusé de réception est antérieur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Ces actes et travaux restent soumis aux exigences en vigueur au jour de l'accusé de réception de la demande de permis.

Art. 5. Le Ministre qui a l'Énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 juin 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 2757

[2008/202900]

26. JUNI 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung der Artikel 285, 290 und 292 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe

Die Wallonischen Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des Artikels 76, Absatz 1, 5°;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. April 2008 zur Berechnungsmethode sowie zu Anforderungen, Genehmigungen und Sanktionen, die im Bereich der Energieeffizienz und des Innenraumklimas anzuwenden sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Energie,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 285 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird Punkt 3°, f. folgendermaßen ersetzt:

„ein in drei Ausfertigungen aufgestelltes Formular nach dem durch die Energieverwaltung festgelegten Muster, gemäß den Artikeln 530 und 531, Absatz 1, sub Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. April 2008 zur Berechnungsmethode sowie zu Anforderungen, Genehmigungen und Sanktionen, die im Bereich der Energieeffizienz und des Innenraumklimas anzuwenden sind, und durch welches, je nach deren Zweckbestimmung, die Übereinstimmung des Gebäudes mit den Artikeln 534, 535, 537 und 538 sub Artikel 2 desselben Erlasses bescheinigt wird.“

Dieses Formular enthält mindestens: eine Verpflichtung, den Anforderungen zu genügen, eine die U-Werte der Bauelemente enthaltende Tabelle, eine Berechnung des Niveaus K und, falls es sich um ein Wohngebäude handelt, eine das Belüftungssystem beschreibende Tabelle.

Die Anforderungen sind nicht anwendbar und das Formular ist nicht erforderlich, wenn der Antrag folgende Bauten betrifft:

1° ein Gebäude, das für den Gottesdienst genutzt wird;

2° ein Gebäude, das im Verzeichnis der wallonischen Erbgüter nach Artikel 192 angeführt ist oder ein in Artikel 185, Absatz 2, *a.* und *b.* erwähntes Gebäude, das unter Denkmalschutz gestellt oder in der Schutzliste eingetragen ist, wenn die "P.E.B."-Anforderungen dessen Charakter oder Aussehen so ändern würden, dass dies mit den von den erwähnten Schutzmaßnahmen verfolgten Zielsetzungen unvereinbar wäre;

3° ein Industriegebäude, eine Werkstatt oder ein nicht zu Wohnzwecken bestimmtes landwirtschaftliches Gebäude, in denen das Innenraumklima nicht unter Einsatz von Energie konditioniert wird;

4° ein provisorisches Gebäude mit einer geplanten Nutzungsdauer von höchstens zwei Jahren;

5° ein Gebäude mit einer Gesamtnutzfläche unter 50 m²."

Art. 2 - In Artikel 290 desselben Gesetzbuches wird Punkt 4° folgendermaßen ersetzt:

"ein in drei Ausfertigungen aufgestelltes Formular nach dem durch die Energieverwaltung festgelegten Muster, gemäß den Artikeln 530 und 531, Absatz 1, sub Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. April 2008 zur Berechnungsmethode sowie zu Anforderungen, Genehmigungen und Sanktionen, die im Bereich der Energieeffizienz und des Innenraumklimas anzuwenden sind, und durch welches, je nach deren Zweckbestimmung, die Übereinstimmung des Gebäudes mit den Artikeln 545 bis 548 sub Artikel 2 desselben Erlasses bescheinigt wird.

Dieses Formular enthält mindestens: eine Verpflichtung, den Anforderungen zu genügen und eine die U-Werte der Bauelemente enthaltende Tabelle.

Die Anforderungen sind nicht anwendbar und das Formular ist nicht erforderlich, wenn der Antrag folgende Bauten betrifft:

1° ein Gebäude, das für den Gottesdienst genutzt wird;

2° ein Gebäude, das im Verzeichnis der wallonischen Erbgüter nach Artikel 192 angeführt ist oder ein in Artikel 185, Absatz 2, *a.* und *b.* erwähntes Gebäude, das unter Denkmalschutz gestellt oder in der Schutzliste eingetragen ist, wenn die "P.E.B."-Anforderungen dessen Charakter oder Aussehen so ändern würden, dass dies mit den von den erwähnten Schutzmaßnahmen verfolgten Zielsetzungen unvereinbar wäre;

3° ein Industriegebäude, eine Werkstatt oder ein nicht zu Wohnzwecken bestimmtes landwirtschaftliches Gebäude, in denen das Innenraumklima nicht unter Einsatz von Energie konditioniert wird;

4° ein provisorisches Gebäude mit einer geplanten Nutzungsdauer von höchstens zwei Jahren;

5° ein Gebäude mit einer Gesamtnutzfläche unter 50 m²;

6° ein nicht zu Wohnzwecken bestimmtes Gebäude, das von einem Betrieb benutzt wird, der einer sektorbezogenen Umweltvereinbarung im Sinne der Artikel D.82 und ff. des Umweltgesetzbuches beigetreten ist, die darauf abzielt, dessen Energieeffizienz kurz-, mittel- und langfristig zu verbessern;

7° ein Gebäude, das größeren Renovierungsarbeiten unterzogen wird, wenn die "P.E.B."-Anforderungen technisch, funktionell oder wirtschaftlich nicht eingehalten werden können."

Art. 3 - In Artikel 292 desselben Gesetzbuches wird Punkt 4° folgendermaßen ersetzt:

"nur wenn die Antragsakte in Artikel 84, § 1, 7° erwähnte Arbeiten und Handlungen betrifft, ein in drei Ausfertigungen aufgestelltes Formular nach dem durch die Energieverwaltung festgelegten Muster, gemäß den Artikeln 530 und 531, Absatz 1, sub Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. April 2008 zur Berechnungsmethode sowie zu Anforderungen, Genehmigungen und Sanktionen, die im Bereich der Energieeffizienz und des Innenraumklimas anzuwenden sind, und durch welches, je nach deren Zweckbestimmung, die Übereinstimmung des Gebäudes mit Artikel 549 sub Artikel 2 desselben Erlasses bescheinigt wird.

Dieses Formular enthält mindestens: eine Verpflichtung, den Anforderungen zu genügen, eine Berechnung des Niveaus K, eine die U-Werte der Bauelemente enthaltende Tabelle und, falls es sich um ein Wohngebäude handelt, eine das Belüftungssystem beschreibende Tabelle.

Die Anforderungen sind nicht anwendbar und das Formular ist nicht erforderlich, wenn der Antrag folgende Bauten betrifft:

1° ein Gebäude, das für den Gottesdienst genutzt wird;

2° ein Gebäude, das im Verzeichnis der wallonischen Erbgüter nach Artikel 192 angeführt ist oder ein in Artikel 185, Absatz 2, *a.* und *b.* erwähntes Gebäude, das unter Denkmalschutz gestellt oder in der Schutzliste eingetragen ist, wenn die "P.E.B."-Anforderungen dessen Charakter oder Aussehen so ändern würden, dass dies mit den von den erwähnten Schutzmaßnahmen verfolgten Zielsetzungen unvereinbar wäre;

3° ein Industriegebäude, eine Werkstatt oder ein nicht zu Wohnzwecken bestimmtes landwirtschaftliches Gebäude, in denen das Innenraumklima nicht unter Einsatz von Energie konditioniert wird;

4° ein provisorisches Gebäude mit einer geplanten Nutzungsdauer von höchstens zwei Jahren;

5° ein Gebäude mit einer Gesamtnutzfläche unter 50 m²;

6° ein nicht zu Wohnzwecken bestimmtes Gebäude, das von einem Betrieb benutzt wird, der einer sektorbezogenen Umweltvereinbarung im Sinne der Artikel D.82 und ff. des Umweltgesetzbuches beigetreten ist, die darauf abzielt, dessen Energieeffizienz kurz-, mittel- und langfristig zu verbessern."

Art. 4 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. September 2008 in Kraft.

Genehmigungsanträge, deren Empfangsbestätigung ein Datum vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses trägt, werden jedoch auf der Grundlage des vor diesem Datum erforderlichen Formulars weiter geprüft.

Die Artikel 530, 531, Absatz 1, 534, 535, 537, 538, 545 bis 549 sub Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. April 2008 zur Berechnungsmethode sowie zu Anforderungen, Genehmigungen und Sanktionen, die im Bereich der Energieeffizienz und des Innenraumklimas anzuwenden sind, finden keine Anwendung auf die Handlungen und Arbeiten, die Gegenstand eines Genehmigungsantrags sind, dessen Empfangsbestätigung ein Datum vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses trägt. Diese Handlungen und Arbeiten unterliegen weiter den am Tag der Empfangsbestätigung des Genehmigungsantrags geltenden Anforderungen.

Art. 5 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. Juni 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 2757

[2008/202900]

26 JUNI 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de artikelen 285, 290 en 292 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 76, eerste lid, 5°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 april 2008 tot vaststelling van de berekeningsmethode en de eisen, de goedkeuringen en de sancties op het vlak van de energieprestaties en het binnenklimaat van gebouwen, inzonderheid op artikel 4;

Op de voordracht van de Minister van Energie,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 285 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt punt 3°, *f*, vervangen als volgt :

“een drievoudig formulier opgesteld overeenkomstig het model dat bepaald wordt door de Administratie van energie op basis van de artikelen 530 en 531, eerste lid, subartikel 2, van het besluit van de Waalse Regering van 17 april 2008 tot vaststelling van de berekeningsmethode en de eisen, de goedkeuringen en de sancties op het vlak van de energieprestaties en het binnenklimaat van gebouwen, en waarbij, volgens hun bestemming, bevestigd wordt dat het gebouw aan de artikelen 534, 535, 537 en 538 sub artikel 2 van hetzelfde besluit voldoet.

Dit formulier bevat minstens : een verbintenis om de eisen na te leven, een tabel met de U-waarden van de bouwelementen, een berekeningsnota van het niveau K en, als het gaat om een woongebouw, een tabel die het ventilatiesysteem omschrijft.

De eisen zijn niet van toepassing en het formulier wordt niet vereist als de aanvraag de volgende categorieën gebouwen betreft :

1° een gebouw dat wordt gebruikt voor erediensten;

2° een gebouw opgenomen in de inventaris van het patrimonium bedoeld in artikel 192, of een gebouw bedoeld in artikel 185, tweede lid, *a.* en *b.*, dat wordt beschermd of ingeschreven op de bewaarlijst, wanneer de E.P.B.-eisen van aard zijn zijn karakter of zijn verschijningsvorm te veranderen op een wijze die onverenigbaar is met de doelstellingen die worden nagestreefd door de bedoelde beschermingsmaatregelen;

3° een industrieel gebouw, een werkplaats of een niet-residentieel landbouwgebouw waarin geen energie gebruikt wordt om het binnenklimaat te regelen;

4° een voorlopig bouwwerk voor een gebruiksduur van twee jaar of minder;

5° een gebouw met een bruikbare oppervlakte van minder dan 50 m².”

Art. 2. In artikel 290 van hetzelfde Wetboek wordt punt 4° vervangen als volgt :

“een drievoudig formulier opgesteld overeenkomstig het model dat bepaald wordt door de Administratie van energie op basis van de artikelen 530 en 531, eerste lid, subartikel 2, van het besluit van de Waalse Regering van 17 april 2008 tot vaststelling van de berekeningsmethode en de eisen, de goedkeuringen en de sancties op het vlak van de energieprestaties en het binnenklimaat van gebouwen, en waarbij, volgens hun bestemming, bevestigd wordt dat het gebouw aan de artikelen 545 tot 548, subartikel 2, van hetzelfde besluit voldoet.

Dit formulier bevat minstens : een verbintenis om de eisen na te leven en een tabel met de U waarden van de bouwelementen.

De eisen zijn niet van toepassing en het formulier wordt niet vereist als de aanvraag de volgende categorieën gebouwen betreft :

1° een gebouw dat wordt gebruikt voor erediensten;

2° een gebouw opgenomen in de inventaris van het patrimonium bedoeld in artikel 192, of een gebouw bedoeld in artikel 185, tweede lid, *a.* en *b.*, dat wordt beschermd of ingeschreven op de bewaarlijst, wanneer de E.P.B.-eisen van aard zijn zijn karakter of zijn verschijningsvorm te veranderen op een wijze die onverenigbaar is met de doelstellingen die worden nagestreefd door de bedoelde beschermingsmaatregelen;

3° een industrieel gebouw, een werkplaats of een niet-residentieel landbouwgebouw waarin geen energie gebruikt wordt om het binnenklimaat te regelen;

4° een voorlopig bouwwerk voor een gebruiksduur van twee jaar of minder;

5° een gebouw met een bruikbare oppervlakte van minder dan 50 m²;

6° een niet-residentieel gebouw gebruikt door een onderneming die tot een sectoriële milieuconventie toetreedt in de zin van de artikelen D.82 en volgende van het Milieuwetboek om haar energetische efficiëntie op korte, middellange en lange termijn te verbeteren;

7° een gebouw dat het voorwerp van belangrijke renovatiewerken uitmaakt wanneer de E.P.B.-eisen uit technisch, functioneel of economisch oogpunt niet kunnen worden nageleefd.”

Art. 3. In artikel 292 van hetzelfde Wetboek wordt punt 4° vervangen als volgt :

”enkel wanneer het aanvraagdossier betrekking heeft op werken en handelingen bedoeld in artikel 84, § 1, 7°, een drievoudig formulier opgesteld overeenkomstig het model dat bepaald wordt door de Administratie van energie op basis van de artikelen 530 en 531, eerste lid, subartikel 2, van het besluit van de Waalse Regering van 17 april 2008 tot vaststelling van de berekeningsmethode en de eisen, de goedkeuringen en de sancties op het vlak van de energieprestaties en het binnenklimaat van gebouwen, en waarbij, volgens hun bestemming, bevestigd wordt dat het gebouw aan artikel 549, subartikel 2, van hetzelfde besluit voldoet.

Dit formulier bevat minstens : een verbintenis om de eisen na te leven, een tabel met de U waarden van de bouwelementen, een berekeningsnota van het niveau K en, als het gaat om een woongebouw, een tabel die het ventilatiesysteem omschrijft.

De eisen zijn niet van toepassing en het formulier wordt niet vereist als de aanvraag de volgende categorieën gebouwen betreft :

1° een gebouw dat wordt gebruikt voor erediensten;

2° een gebouw opgenomen in de inventaris van het patrimonium bedoeld in artikel 192, of een gebouw bedoeld in artikel 185, tweede lid, *a.* en *b.*, dat wordt beschermd of ingeschreven op de bewaarlijst, wanneer de E.P.B.-eisen van aard zijn zijn karakter of zijn verschijningsvorm te veranderen op een wijze die onverenigbaar is met de doelstellingen die worden nagestreefd door de bedoelde beschermingsmaatregelen;

3° een industrieel gebouw, een werkplaats of een niet-residentieel landbouwgebouw waarin geen energie gebruikt wordt om het binnenklimaat te regelen;

4° een voorlopig bouwwerk voor een gebruiksduur van twee jaar of minder;

5° een gebouw met een bruikbare oppervlakte van minder dan 50 m²;

6° niet-residentiële gebouwen gebruikt door een onderneming die tot een sectoriële milieuconventie toetreedt in de zin van de artikelen D.82 en volgende van het Milieuwetboek om haar energetische efficiëntie op korte, middellange en lange termijn te verbeteren.”

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2008.

De vergunningsaanvragen waarvan het ontvangstbewijs dateert van vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit worden evenwel verder onderzocht op grond van het vóór die datum vereiste formulier.

De artikelen 530, 531, eerste lid, 534, 535, 537, 538, 545 tot 549, subartikel 2, van het besluit van de Waalse Regering van 17 april 2008 tot vaststelling van de berekeningsmethode en de eisen, de goedkeuringen en de sancties op het vlak van de energieprestaties en het binnenklimaat van gebouwen, zijn niet van toepassing op de handelingen en werken die het voorwerp uitmaken van een vergunningsaanvraag waarvan het ontvangstbewijs dateert van vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit. Deze handelingen en werken blijven onderworpen aan de eisen die van kracht zijn op de dag van het ontvangstbewijs van de vergunningsaanvraag.

Art. 5. De Minister bevoegd voor het Energiebeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 juni 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE